Série d'enquêtes sur les perspectives canadiennes 1 : Répercussions de la COVID-19 sur la sécurité d'emploi et les finances personnelles, 2020

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans Le Quotidien, le lundi 20 avril 2020

Le nouveau coronavirus (aussi appelé la COVID-19) a des répercussions profondes sur les activités sur le marché du travail, la santé et les activités sociales des Canadiens. Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux ont récemment adopté une série de mesures pour limiter la propagation du virus, dont des mesures d'éloignement physique.

Pour obtenir des renseignements actuels sur la façon dont les Canadiens font face à la crise de la COVID-19, Statistique Canada a élaboré une nouvelle enquête par panel en ligne. Plus de 4 600 répondants des 10 provinces ont participé à cette enquête menée du 29 mars au 3 avril. En plus du contenu concernant les inquiétudes des Canadiens et les précautions qu'ils ont prises pour réduire le risque d'exposition à la COVID-19, l'enquête comprend des questions sur le lieu de travail, les perceptions de la sécurité d'emploi, et les répercussions de la COVID-19 sur la sécurité financière.

Cette deuxième diffusion basée sur des renseignements sur l'emploi tirés de l'enquête par panel fait suite à une première diffusion portant sur les changements du lieu de travail, incluant le travail de la maison.

Un peu plus du tiers des travailleurs craignent perdre leur emploi au cours des quatre prochaines semaines

Les arrêts de l'activité économique provoqués par la COVID-19 ont eu des répercussions soudaines et profondes sur le marché du travail canadien. Les données de l'Enquête sur la population active (EPA) de mars ont révélé que l'emploi a diminué de plus de 1 million de février à mars. De plus, 2,1 millions de Canadiens sont demeurés en emploi, mais avaient travaillé moins de la moitié de leurs heures de travail habituelles, y compris zéro heure, au cours de la semaine du 15 au 21 mars.

Ces répercussions ont suscité des préoccupations quant à la sécurité d'emploi de certains travailleurs et à la santé financière des familles canadiennes.

Plus du tiers des travailleurs canadiens (34,5 %) ont déclaré qu'ils craignaient perdre leur emploi ou leur principale source de revenu provenant d'un travail autonome au cours des quatre prochaines semaines, selon les nouveaux résultats de la Série d'enquêtes sur les perspectives canadiennes 1 : Répercussions de la COVID-19, qui portent sur la semaine du 22 au 28 mars.

La proportion de Canadiens qui étaient inquiets au sujet de leur travail était nettement plus élevée chez les travailleurs qui avaient été absents du travail pour des raisons liées à la COVID-19 (61,6 %) pendant la semaine précédant l'enquête que chez ceux qui avaient travaillé pendant une partie ou la totalité de cette semaine (29,7 %). Les raisons pour s'être absenté du travail en raison de la COVID-19 comprenaient les circonstances personnelles (comme un isolement volontaire à la suite d'un voyage ou le fait de s'occuper d'enfants en raison des fermetures d'écoles) ainsi que les fermetures d'entreprises ou les mises à pied temporaires.

Parmi les personnes qui ont travaillé pour toute ou une partie de la semaine, il y avait peu de différences quant à la perception d'insécurité d'emploi entre les personnes qui avaient récemment commencé à travailler à partir de la maison et celles qui continuaient à travailler à un endroit autre que la maison. Près de 5 millions de personnes qui ne travaillent habituellement pas à partir de la maison l'ont fait au cours de la semaine allant du 22 au 28 mars.

Les jeunes âgés de 15 à 24 ans (41,8 %) étaient plus susceptibles de s'inquiéter de l'avenir de leur emploi que les personnes du principal groupe d'âge actif de 25 à 54 ans (33,8 %) ou que celles âgées de 55 ans et plus (33,2 %). Le groupe d'âge des 25 à 54 ans a également enregistré la diminution la plus prononcée de l'emploi de février à mars, selon l'EPA. Il y avait peu de différences entre la proportion d'hommes et de femmes qui percevaient être dans une situation d'insécurité d'emploi, bien que les résultats de l'EPA de mars montrent que les femmes ont été beaucoup plus touchées par des pertes d'emplois que les hommes.

Les résultats de l'EPA d'avril fourniront des renseignements supplémentaires au sujet des répercussions de la COVID-19 sur l'emploi, y compris de l'information indiquant si les jeunes et les femmes continuent d'être les plus touchés.

Près de 3 Canadiens sur 10 déclarent que la COVID-19 a des répercussions sur leur capacité à respecter leurs obligations financières ou à satisfaire leurs besoins essentiels

Près de 3 Canadiens sur 10 (29,0 %) ont déclaré que la situation relative à la COVID-19 a des répercussions modérées ou majeures sur leur capacité à respecter leurs obligations financières ou à satisfaire leurs besoins essentiels tels que le loyer ou les paiements hypothécaires, les services publics et l'épicerie. Parallèlement, 23,8 % ont déclaré qu'il était trop tôt pour l'affirmer, tandis qu'un peu moins de la moitié (47,2 %) ont déclaré subir de faibles répercussions ou aucune répercussion. Au moment de l'enquête, la période d'attente d'une semaine pour l'assurance-emploi avait été suspendue et la nouvelle Prestation canadienne d'urgence avait été annoncée, mais n'était pas encore disponible.

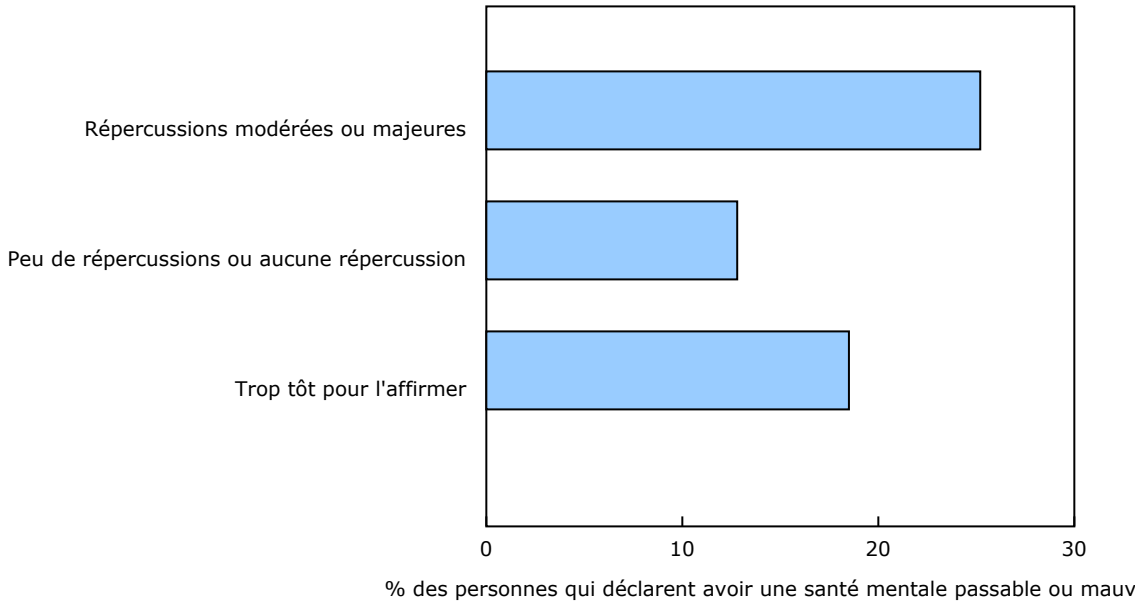
La probabilité de subir des répercussions modérées ou majeures était nettement plus élevée chez les travailleurs qui étaient absents du travail pour des raisons liées à la COVID-19 pendant la semaine précédant l'enquête (59,9 %) que chez ceux qui avaient travaillé pendant une partie ou la totalité de cette semaine (27,0 %) et que chez ceux qui n'étaient pas en emploi (24,1 %). De plus, subir des répercussions modérées ou majeures était quatre fois plus fréquent chez les travailleurs qui s'inquiétaient de leur situation d'emploi au cours des quatre semaines à venir (64,3 %) que chez ceux qui ne ressentaient pas d'insécurité (15,9 %).

Les Canadiens âgés de 55 ans et plus étaient les moins susceptibles de déclarer subir des répercussions modérées ou majeures sur leur capacité à respecter leurs obligations financières ou à satisfaire leurs besoins essentiels (19,3 %) comparativement aux jeunes (31,0 %) et aux personnes du principal groupe d'âge actif (35,9 %). Cela est principalement attribuable au fait que les personnes plus âgées sont moins susceptibles d'occuper un emploi. Parmi les personnes en emploi, cette proportion différait peu entre les groupes d'âge.

Les personnes qui déclarent subir davantage de répercussions sur leur capacité à respecter leurs obligations financières déclarent également avoir une santé mentale moins bonne

Les répercussions financières de la COVID-19 sont associées à des différences au point de vue de l'état de santé mentale actuel des Canadiens. La proportion de Canadiens qui ont déclaré avoir une santé mentale passable ou mauvaise (par opposition à bonne, très bonne ou excellente) était deux fois plus élevée chez les Canadiens qui subissent des répercussions modérées ou majeures sur leur capacité à respecter leurs obligations financières ou à satisfaire leurs besoins essentiels (25,2 %) en raison de la COVID-19 que chez ceux qui subissent peu de répercussions financières ou aucune répercussion financière (12,8 %).

Graphique 1
Les personnes qui subissent des répercussions modérées ou majeures sur leur capacité à respecter leurs obligations financières ou à satisfaire leurs besoins essentiels en raison de la COVID-19 déclarent également avoir une moins bonne santé mentale, mars et avril 2020



Source(s) : Série d'enquêtes sur les perspectives canadiennes 1 : Répercussions de la COVID-19 (5311).

Les personnes confrontées à des répercussions financières modérées ou majeures étaient également plus susceptibles de ressentir beaucoup ou énormément d'inquiétude relativement à leur propre état de santé (44,1 %) que celles déclarant subir peu de répercussions ou aucune répercussion (29,1 %). De plus, la proportion de personnes qui ont déclaré ressentir ces inquiétudes était plus élevée parmi les travailleurs qui étaient inquiets par rapport à l'avenir de leur emploi (42,8 %) comparativement à ceux qui n'étaient pas inquiets (30,1 %).

Tableau 1
Pourcentage des personnes occupant un emploi se disant d'accord ou fortement d'accord qu'elles pourraient perdre leur emploi ou leur principale source de revenu provenant d'un travail autonome au cours des quatre prochaines semaines, selon certaines caractéristiques, mars et avril 2020

	%
Totale	34,5
Sexe	
Hommes	35,4
Femmes	33,4
Groupe d'âge	
15 à 24 ans	41,8
25 à 54 ans	33,8
55 ans et plus	33,2
Situation d'emploi pendant la semaine du 22 au 28 mars	
A travaillé pendant la totalité ou une partie de la semaine	29,7
Absent du travail pendant toute la semaine pour des raisons non liées à la COVID-19	26,9[E]
Absent du travail pendant toute la semaine pour des raisons liées à la COVID-19	61,6

[E] à utiliser avec prudence

Source(s) : Statistique Canada, Série d'enquêtes sur les perspectives canadiennes 1 : Répercussions de la COVID -19, mars et avril 2020.

Tableau 2
Pourcentage des personnes qui ont déclaré avoir subi des répercussions modérées ou majeures sur leur situation financière immédiate en raison de la COVID-19, selon certaines caractéristiques, mars et avril 2020

	%
Totale	29,0
Sexe	
Hommes	30,3
Femmes	27,8
Groupe d'âge	
15 à 24 ans	31,0
25 à 54 ans	35,9
55 ans et plus	19,3
Situation d'emploi pendant la semaine du 22 au 28 mars	
A travaillé pendant la totalité ou une partie de la semaine	27,0
Absent du travail pendant toute la semaine pour des raisons non liées à la COVID-19	33,5
Absent du travail pendant toute la semaine pour des raisons liées à la COVID-19	59,9
N'ayant pas du travail	24,1

Source(s) : Statistique Canada, Série d'enquêtes sur les perspectives canadiennes 1 : Répercussions de la COVID -19, mars et avril 2020.

Note aux lecteurs

Les données présentées dans ce communiqué sont tirées de la nouvelle Série d'enquêtes sur les perspectives canadiennes (SEPC) de Statistique Canada. Dans le cadre de cette série, un panel de Canadiens a accepté de répondre à un certain nombre de courtes enquêtes en ligne. La SEPC est une enquête basée sur un panel probabiliste, et elle est par conséquent représentative de l'ensemble de la population. La SEPC permet à Statistique Canada de recueillir des renseignements essentiels auprès des Canadiens de façon plus efficiente, plus rapide et moins coûteuse qu'avec les méthodes d'enquête traditionnelles. Le premier cycle de l'enquête a permis de recueillir des données sur la situation économique et sociale, ainsi que sur la santé physique et mentale des Canadiens. L'objectif est de bien comprendre les besoins des collectivités afin de mettre en place des mesures de soutien appropriées pendant et après la pandémie de COVID-19. Statistique Canada tient à remercier tous les Canadiens qui ont pris le temps de répondre aux questions en cette période de crise.

L'analyse est axée sur les différences entre les estimations qui sont statistiquement significatives à un niveau de confiance de 95 %.

*Les résultats détaillés de l'Enquête sur la population active (EPA) de mars ont été diffusés le 9 avril dans Le Quotidien. Pour obtenir des renseignements sur la méthodologie de l'EPA et la population visée, veuillez consulter le Guide de l'Enquête sur la population active (**71-543-G**).*

Le concept de travailleur et celui d'absence du travail dans la SEPC ne sont pas équivalents aux concepts de l'EPA. Dans la SEPC, la catégorie des travailleurs comprend toute personne qui a travaillé ou qui était absente pour quelconque raison, y compris pour cause de mise à pied temporaire. Les personnes mises à pied temporairement ne sont pas considérées comme étant absente ou en emploi dans l'EPA.

Méthodologie

Pour de plus amples renseignements sur la méthodologie utilisée pour produire les données présentées dans ce communiqué, veuillez consulter la page web Série d'enquêtes sur les perspectives canadiennes 1 : Répercussions de la COVID-19.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (**STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca**).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Martha Patterson au 613-299-3942 (**martha.patterson@canada.ca**), Centre de l'information sur le marché du travail.